

Un budget pour les riches

« La cordée promise par le président de la République est très élastique. Il y a ceux qui grimpent et ceux qui restent en bas », ont dénoncé Olivier Faure, président du groupe Nouvelle gauche, Joël Aviragnet, Ericka Bareigts, Hélène Vainqueur-Christophe et Boris Vallaud, membres de la commission des Affaires sociales.



Défendre la justice sociale

« La suppression de l'ISF et la mise en place d'une flat tax pour les "premiers de cordée", c'est tout de suite. La revalorisation des allocations, la suppression des cotisations salariales ou de la taxe d'habitation pour les "premiers de corvée", c'est plus tard... »

Les promesses tenues, c'est pour les plus aisés. Les promesses non tenues c'est pour les plus pauvres : la prime d'activité ne sera pas augmentée de 50%, les heures supplémentaires ne seront pas défiscalisées, les prothèses dentaires et auditives ne seront pas remboursées à 100%.

« Les mauvais coups sont pour les plus fragiles avec une addition de mesures sans précédent », dénoncent les députés. Le coup de rabot massif sur les aides au logement, la baisse du montant et des plafonds de ressources de la PAJE, la diminution drastique des emplois aidés, la réforme des modalités de calcul de l'AAH, la dénaturation du compte pénibilité qui affaiblit la politique de prévention, la hausse du forfait hospitalier...

Concrètement, ce PLFSS aura des conséquences sur la vie quotidienne de millions de Français. D'abord, les retraités, considérés comme des privilégiés dès

1 289 euros/mois. L'augmentation de la CSG va faire 8 millions de perdants. La suppression de la Taxe d'habitation étalée sur trois ans ne viendra pas compenser cette hausse.

Les fonctionnaires sont considérés comme improductifs. En effet, le produit de la CSG des retraités est censé améliorer le pouvoir d'achat des actifs... à l'exception des agents publics. Pour eux, les promesses présidentielles ne seront pas tenues. Les compensations ne seront que partielles et provisoires, à travers des primes sans aucune garantie de pérennité.

Les patients, ainsi que les personnels hospitaliers, auront à subir les conséquences de l'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie). « L'activité hospitalière augmente de 2% par an en volume. L'ONDAM, tel qu'il est programmé par le gouvernement, se fonde sur une prévision d'inflation de 1,2% après plusieurs années d'inflation nulle. Il est, dès lors, moins favorable que les ONDAM des années précédentes », expliquent les député.es Nouvelle gauche.

Heureux les premiers de cordée et tant pis pour ceux qui suivent...



Mois de l'ESS

Novembre est le mois de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). En France, elle représente 10% du PIB, 2,3 millions de salariés et compte 13 millions de bénévoles. En Bretagne, 150 000 salariés, soit 14% de l'emploi régional, travaillent dans 14 000 structures.

Avec la loi de 2014, les socialistes ont montré leur attachement à l'ESS.

Le gouvernement actuel ne semble pas partager les mêmes ambitions, même si le discours tenu par Nicolas Hulot se veut positif.

Mais les faits sont là : le gel des emplois aidés pénalise lourdement l'ESS et plusieurs incitations fiscales ont été abrogées dans le budget 2018.

Pour le Parti Socialiste, il s'agit d'une faute qu'il convient de réparer très rapidement.

PS29

Chiffre de la semaine

582 380 euros

C'est le gain moyen pour les 100 premiers bénéficiaires de la flat tax.

Que 1000 roses s'épanouissent !

C'est à des débats « sans tabou » qu'Isabelle This Saint-Jean appelle les socialistes à participer, la responsable des Forums de la rénovation au sein de la direction collégiale du Parti Socialiste.



Isabelle This Saint-Jean

Après les défaites historiques aux élections Présidentielle et Législatives et face à la crise de la social-démocratie en Europe, le devoir des socialistes est de faire preuve d'humilité et d'écoute, de lucidité et de responsabilité pour être fidèles à nos valeurs et utiles aux Français. Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ne remontent pas au dernier quinquennat mais bien avant et surtout, elles se posent, avec plus ou moins d'intensité, dans les mêmes termes à toutes les autres formations sociales-démocrates en Europe.

Le 28 septembre, après plusieurs semaines de travail collectif, nourri de

près de 800 contributions militantes, la feuille de route de la refondation était adoptée par les socialistes.

Les débats des forums de la rénovation porteront à la fois sur des questions de fonds et des questions organisationnelles. Ils seront numériques, décentralisés et ouverts.

« Nous devons débattre sans tabou. »

Sur le site dédié <https://refondation.parti-socialiste.fr/> les adhérents peuvent apporter leurs contributions. **« Les contributions, individuelles ou de sections, seront publiées et pourront être commentées et enrichies »,** annonce Isabelle This Saint-Jean. Elles pourront porter sur l'identité socialiste au XXI^e siècle, sur le rôle et l'organisation du parti et sur notre vision de la France, de l'Europe et du monde.

En parallèle, seront organisés, au siège du PS rue de Solférino, « *Les entretiens de la rénovation* » qui seront retransmis sur internet. Nous donnerons la parole à des intellectuels et des experts sur des sujets comme la crise démocratique, les nouvelles inégalités, le travail et l'emploi, l'efficacité de l'action des États dans la mondialisation ou les

libertés publiques face au défi terroriste. Dans le même temps, un groupe de travail se penchera sur la question de la réforme statutaire à la lumière des commentaires laissés par les adhérents à l'occasion du vote du 28 septembre.

Un rassemblement national permettra, le 9 décembre prochain, une première restitution des débats et de dégager les grandes problématiques pour éclairer l'avenir.



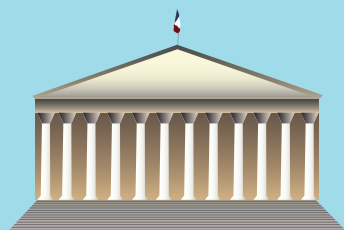
Les adhérents ont voté le 28 septembre

« C'est une triple reconstruction, politique, stratégique et organisationnelle que nous avons à mettre en œuvre. Nous avons à écrire une nouvelle page de l'histoire du socialisme démocratique et c'est avec les militants, les citoyens engagés et les sympathisants que nous le ferons », annonce Isabelle This Saint-Jean.



L'identité socialiste

Qu'est-ce qu'être socialiste au XXI^e siècle? Quel projet de société souhaitons-nous porter face au libéralisme triomphant et au nationalisme conquérant?



Prenez la parole !



La France dans 20 ans

Quels défis la France et l'Europe devront-elles relever dans les années qui viennent?



La conquête et la pratique du pouvoir

Qu'a apportée aux Français.es la gauche au pouvoir? Pourquoi le lien entre le PS et ses électeurs s'est rompu cette année? Comment analyser et valoriser les politiques que nous mettons en œuvre dans les territoires?



Les défis du PS

Comment surmonter la crise des partis politiques traditionnels? Notre fonctionnement est-il encore adapté aux attentes citoyennes, à la révolution digitale?



Un long fleuve trop tranquille

C'est une municipalité qui gère les affaires de la commune au fil de l'eau ou au fil de l'Aulne, pour être plus précis, puisqu'il s'agit de celle de Châteaulin.

Comme chaque rentrée, les six élus de Cap Châteaulin ont dressé un bilan de leur action durant les douze derniers mois écoulés. L'équipe de Cap Châteaulin reste fidèle à son slogan, « Une équipe à votre écoute », puisque ses élu.es vont régulièrement à la rencontre des Châteaulinois.es.

« Comme nous nous y étions engagés en 2014, nous sommes une opposition déterminée mais constructive », insiste Jean-Paul Urien.

Et d'ailleurs, ce n'est pas dans sa bouche que vous entendrez des critiques virulentes contre l'actuelle majorité : et pour cause, elle se contente de gérer les affaires de la commune, au fil de l'eau, en évitant soigneusement de « faire des vagues », répondant au coup par coup aux opportunités qui se présentent.

L'État incite aux regroupements de communes et les y encourage même financièrement ? Et voilà, la maire Gaëlle Nicolas, se précipitant vers une fusion avec Port-Launay. Peu importe qu'il n'y ait aucun projet commun. L'affaire échoua évidemment, mais est révélatrice de l'état d'esprit qui prévaut au sein de la majorité municipale de Châteaulin.

Lorsque cette majorité municipale explique qu'elle n'a pas mis en place



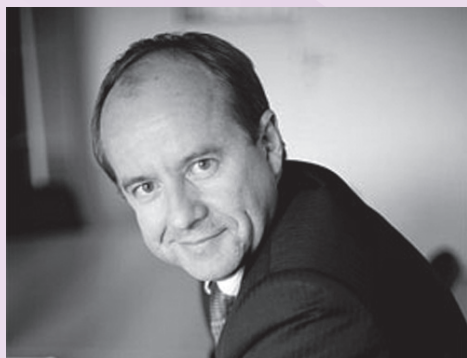
Châteaulin s'endort

les TAP (Temps d'activité péri-scolaires) pour les casser à la première occasion venue, elle reçoit le soutien des élu.es de l'opposition qui ne peuvent qu'approuver. **« Nous nous en tenons au programme que nous avons présenté aux Châteaulinois en 2014 »,** insiste Jean-Paul Urien. **« Sur chaque dossier, nous regardons ce qui est proposé et nous défendons ce que nous aurions fait si nous étions en responsabilité. »**

Les désaccords sur le fond sont suffisamment importants pour ne pas chercher à en créer de toute pièce. Car, fondamentalement, c'est la gestion « pépère » de Châteaulin qui est dénoncée. **« Compte tenu de l'importance de notre commune, il faut bien admettre que les équipements municipaux sont sous-dimensionnés ou inadaptés »,** regrette Jean-Paul Urien. Bien évidemment, les élu.es de l'opposition reconnaissent qu'il faut gérer la commune avec sérieux, mais comment attirer de nouveaux habitants s'ils ne trouvent pas les équipements correspondant à leurs attentes.

En savoir plus

Urgent d'être ambitieux



Jean-Jacques Urvoas, ancien garde des sceaux, a insisté sur l'importance du budget pour le ministère de la Justice.

Si les chiffres laissent apparaître une progression de 3,8%, il faut tout de même regarder dans les détails pour constater, par exemple, que 1 000 recrutements sont programmés contre 2 100 l'an dernier.

De même, les crédits d'investissement pénitentiaires baissent de 30% alors que les conditions d'incarcération sont toujours dramatiques.

Tout ne se résume pas à des questions financières. **« Mais l'enjeu budgétaire reste néanmoins le premier paramètre d'un bon fonctionnement de l'institution**

judiciaire » rappelle Jean-Jacques Urvoas. « Un mauvais budget pour l'année 2018 conduirait à des reports de charge, d'investissements, de recrutements que de meilleures mais hypothétiques dotations dans les années à venir ne pourront jamais résorber. Il est donc urgent d'être ambitieux », insiste Jean-Jacques Urvoas.

Réinventer les centre-bourgs et centre-villes

Pour aider les communes à transformer leurs centre-villes et bourgs ruraux à gagner en attractivité, deux appels à candidatures ont été lancés simultanément l'été dernier.

60 recevront un soutien global de 29 millions d'euros. Ils bénéficieront d'un accompagnement, en phase d'étude, pour concevoir leur projet d'aménagement ou en phase de réalisation pour le mener à bien.

Dans le Finistère, les projets des communes de Tourc'h, Poulderguat, Plogonnec, Plougonven, Plouezoch, Plounéour-Ménez, Plouarzel, Saint-Jean-Trolimon, Arzano, Guerlesquin, Saint-Martin-des-Champs, Châteauneuf-du-Faou, Rosporden, Douarnenez,

Pont-Croix et Carhaix seront accompagnés par la Région Bretagne.

Délégation aux Droits des femmes



Maryvonne Blondin a été élue secrétaire de la délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat, le 26 octobre.

Cette délégation a été instituée dans chacune des assemblées par la loi n°99-585 du 12 juillet 1999.

Elle est chargée d'informer le Sénat de la politique suivie par le gouvernement au regard de ses conséquences sur les Droits des femmes et sur l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes, et assure, en ce domaine, le suivi de l'application des lois. Elle peut également être saisie sur un projet ou une proposition de loi.

Agenda

7 novembre

18h30 : Réunion de présentation des candidats au poste de Premier secrétaire fédéral, au siège de la Fédération à Quimper.

9 novembre

Élection du Premier secrétaire fédéral.

17 novembre

18h30 : Conseil fédéral au local du PS à Brest.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1203 - Vendredi 3 novembre 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste



Mai 68 : un formidable mouvement d'émancipation

Henri Weber

Aujourd'hui, la simple évocation d'une possible commémoration de mai 68 suscite des réactions hystériques à droite. Henri Weber, acteur des événements et auteur de plusieurs essais sur l'interprétation de mai 68, nous explique les enjeux idéologiques, 50 ans après.

Cap Finistère : Pour toi, que fut mai 68 ? Une révolte étudiante ? Un mouvement social ? Une révolution culturelle ?

Henri Weber : Mai 68 fut d'abord un formidable mouvement de libération et d'émancipation. Il faut se souvenir de ce qu'était la société française à la fin des années 60. Elle avait connu un formidable bond technologique et économique depuis la Libération mais les rapports sociaux étaient encore marqués par des dominations fondées sur la tradition et la hiérarchie d'une France catholique et rurale. Dans les entreprises, les universités et les familles c'était le patronat de droit divin, le mandarinat ou le patriarcat qui dictaient leur loi.

C'est cette contradiction que la jeunesse a fait exploser, dans toutes les institutions, pour y substituer des pouvoirs librement consentis, basés sur la démocratie. Toutes les formes de dominations s'appuyant sur les classes sociales, les groupes ethniques, le genre ou l'orientation sexuelle ont été remises en cause. Il ne faut jamais oublier non plus que mai 68 s'inscrit dans un mouvement international bien plus vaste qui trouve ses origines au Japon et en Californie et qui s'est développé partout, y compris dans les pays de l'ancien bloc de l'Est.

Cap Finistère : Quels sont les enjeux idéologiques, aujourd'hui, autour de la commémoration de mai 68 ?

Henri Weber : Pour la droite, mai 68 est à l'origine de tous nos maux : le laxisme, la désagrégation de la famille, l'augmentation du nombre des divorces, la perte d'autorité des enseignants et j'en passe... Ce qui est totalement stupide puisque les effets de mai 68 ont depuis longtemps été dépassés par d'autres causalités. Cette fixation s'explique aisément par le caractère universaliste et internationaliste du mouvement qui revendiquait une solidarité vis-à-vis des pays du sud. Il prenait le contre-pied de la tradition nationaliste de repli qui est plus dans la haine des autres que dans l'amour des siens.

Cap Finistère : Peut-on dire que la victoire du 10 mai 1981 s'inscrit dans la

suite de mai 68 ?

Henri Weber : Absolument. On évoque souvent le mouvement étudiant, cependant mai 68 c'est aussi et surtout la plus grande grève de l'histoire : 8 à 10 millions de salariés



se sont mobilisés pendant six semaines pour obtenir des avancées sociales conséquentes comme l'augmentation du SMIG de 35 %, et de tous les salaires de 10 % en moyenne, la reconnaissance de la section syndicale ou, par la suite, le 1 % formation : la condition ouvrière s'est considérablement améliorée grâce à ce mouvement qui s'inscrit dans la continuité des grandes conquêtes sociales du Front populaire ou de la Libération.

Cela a nourri tous les partis de gauche et particulièrement le nouveau Parti Socialiste qui a porté ces aspirations populaires et a su les traduire en lois.

C'est à nous de porter ce message et éviter la récupération politique de cet événement par le pouvoir actuel. Je ne vois d'ailleurs pas comment le gouvernement, compte tenu de son orientation libérale, peut s'inscrire dans une commémoration de mai 68, d'autant que j'ai cru comprendre qu'Emmanuel Macron souhaite lui donner une dimension internationale. Nous devons avoir une expression autonome pour défendre les acquis de mai 68 et regarder lucidement sa part sombre comme une certaine fascination pour la violence. Dans tout mouvement révolutionnaire ou pré-révolutionnaire qui mobilise des millions de personnes, on peut trouver des dérapages. Il s'en est dit aussi des bêtises pendant la Révolution française ! Mais cela ne doit pas occulter l'immense mouvement d'émancipations que fut mai 68.

Cap Finistère : Peut-on parler aujourd'hui d'esprit de mai 68 ?

Henri Weber : Oui et je pense en particulier au féminisme et au mouvement qui se développe pour la défense de l'IVG ou contre le harcèlement. L'esprit de mai c'est une mobilisation pour plus d'égalité et de solidarité mais aussi, même si les revendications portaient sur des augmentations de salaires, pour une meilleure qualité de la vie, car « on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance ». Mai 68 s'est développé dans un moment très particulier, marqué par l'arrivée dans la vie politique des babyboomers dans un contexte de décolonisation.